



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 64.263/4
du 8 octobre 2018

advies 64.263/4
van 8 oktober 2018

sur

over

un projet d'arrêté ministériel de
la Région de Bruxelles-
Capitale 'fixant les règles
relatives à la formation à la
conduite, l'examen à la
conduite, les redevances et la
commission de recours'

een ontwerp van ministerieel
besluit van het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest 'tot
vaststelling van de regels
inzake de rijopleiding, en het
rijexamen, de retributies en de
beroepscommissie'

Le 13 septembre 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté ministériel 'fixant les règles relatives à la formation à la conduite, l'examen à la conduite, les redevances et la commission de recours'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 8 octobre 2018. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Bernard BLERO et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 8 octobre 2018.

*

Op 13 september 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Mobiliteit en Openbare Werken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van ministerieel besluit 'tot vaststelling van de regels inzake de rijopleiding, en het rijexamen, de retributies en de beroepscommissie'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 8 oktober 2018. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Wanda VOGEL, staatsraden, Christian BEHRENDT en Marianne DONY, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 8 oktober 2018.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Le projet examiné, et spécialement son article 5.1, présentant une incidence budgétaire, il doit être soumis à l'avis de l'Inspecteur des Finances et à l'accord du Ministre du Budget, conformément aux articles 10 et 32 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 juillet 2006 'relatif au contrôle administratif et budgétaire ainsi qu'à l'établissement du budget'.

2. Conformément à l'article 3, 2^o, de l'ordonnance du 29 mars 2012 'portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale', pour chaque projet d'acte législatif ou réglementaire, chaque ministre et secrétaire d'État établit un rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes, dit « *test gender* ».

Pareil test ne figure pas dans le dossier transmis à la section de législation.

3. Il en va de même pour ce qui concerne l'évaluation du projet au regard du principe de *handstreaming*, imposé par l'article 4, § 3, de l'ordonnance du 8 décembre 2016 'portant sur l'intégration de la dimension du handicap dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale'.

L'auteur du projet veillera à l'accomplissement de ces formalités préalables, qui sera visé au préambule de celui-ci.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. Il convient d'insérer un nouvel alinéa 1^{er}, consacré au visa des articles 23 et 27 de la loi 'relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968'¹.

Il s'agit en effet des dispositions légales procurant un fondement juridique aux diverses dispositions réglementaires dont le projet d'arrêté ministériel examiné assure l'exécution.

¹ En mentionnant leurs modifications encore en vigueur.

2. À l'alinéa 1^{er}, devenant l'alinéa 2, parmi les dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 mars 2018 'relatif à la formation à la conduite et à l'examen de conduite pour la catégorie de véhicules à moteur B et à certains aspects pour toutes les catégories de véhicules à moteur' visées au titre de fondement juridique du projet, il convient de mentionner les alinéas 3 et 4 de l'article 2.2.14, au lieu des alinéas 2 et 3 de celui-ci.

Il n'y a, en outre, pas lieu d'y viser les articles 3.1.1 et 3.2.1 du même arrêté, lesquels n'opèrent aucune subdélégation de pouvoirs réglementaires au ministre.

3. À l'alinéa 3, il convient de viser plus précisément l'article 23, § 6, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 11 mai 2004 'relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur'², lequel procure un fondement juridique aux articles 2.1.4 et 2.1.5 du projet examiné.

DISPOSITIF

Article 2.2.5

Au troisième tiret, il convient de préciser ce qui distingue le certificat qui y est visé de celui déjà mentionné au premier tiret de la même énumération.

Articles 3.1 et 4.1

1. Eu égard au dispositif des articles 3.1.1 et 3.2.1, de l'arrêté du Gouvernement du 29 mars 2018³, les articles 3.1 et 4.1 semblent dépourvus d'utilité et doivent donc être omis.

À défaut, la portée de l'article 3.1 devrait à tout le moins être limitée aux seuls candidats au permis de conduire valable pour la catégorie de véhicules à moteur B afin de rester dans les limites du champ d'application de l'article 25, § 2, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 'relatif au permis de conduire', telle qu'elle résulte du paragraphe 3 du même article.

² Voir note de bas de page n° 1.

³ Lesquels disposent :

– En ce qui concerne l'article 3.1.1, § 1^{er}, « L'examen théorique visé à l'article 23, § 1^{er}, 4°, de la loi, se déroule dans les centres d'examen organisés par les organismes d'inspection automobile agréés conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation.

§ 2. Les candidats passent l'examen théorique devant les examinateurs visés à l'article 26 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire » ;

– En ce qui concerne l'article 3.2.1, § 1^{er}, « L'examen pratique visé à l'article 23, § 1^{er}, 2°, de la loi, est passé dans les centres d'examen organisés par les organismes d'inspection automobile agréés conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation.

§ 2. Les candidats passent l'examen pratique devant les examinateurs visés à l'article 26 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire ».

2. L'omission des articles 3.1 et 4.1 doit entraîner la suppression, dans le préambule, de l'alinéa consacré au visa de l'article 25, § 2, de l'arrêté royal du 23 mars 1998.

Article 5.1

La disposition fixe la rémunération des membres de la Commission de recours chargée de statuer sur les recours en matière d'échec à l'examen pratique du permis de conduire.

Cette disposition ne peut cependant trouver de fondement juridique dans l'article 4.4.1, de l'arrêté du Gouvernement du 29 mars 2018, lequel habilite uniquement le ministre à fixer le montant du défraiement reçu par les membres de la commission de recours, un défraiement se limitant par définition au remboursement des frais exposés.

L'article 5.1 sera revu à la lumière de cette observation.

Annexes

La présentation des annexes doit être formalisée, en munissant celles-ci d'un intitulé ainsi que d'une formule de signature, conformément aux principes de technique législative⁴.

*

⁴ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 172.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Aangezien het voorliggende ontwerp, en inzonderheid artikel 5.1 ervan, een budgettaire weerslag heeft, moet het overeenkomstig de artikelen 10 en 32 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 juli 2006 ‘betreffende de administratieve en begrotingscontrole evenals de begrotingsopmaak’ voor advies aan de inspecteur van Financiën en voor akkoordbevinding aan de minister van Begroting voorgelegd worden.

2. Overeenkomstig artikel 3, 2°, van de ordonnantie van 29 maart 2012 ‘houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ moet iedere minister en staatssecretaris voor elk wetgevend of reglementair ontwerp een evaluatieverslag opstellen van de impact ervan op de respectieve situatie van vrouwen en mannen, “gendertest” genaamd.

Een dergelijke test bevindt zich niet in het dossier dat aan de Raad van State overgezonden is.

3. Hetzelfde geldt voor de evaluatie van het ontwerp vanuit het oogpunt van handistreaming, een beginsel dat opgelegd wordt bij artikel 4, § 3, van de ordonnantie van 8 december 2016 ‘betreffende de integratie van de handicapdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’.

De steller van het ontwerp dient erop toe te zien dat deze voorafgaande vormvereisten vervuld worden en in de aanhef van het ontwerp moet vermeld worden dat ze vervuld zijn.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. Er dient een nieuw eerste lid ingevoegd te worden waarin verwezen wordt naar de artikelen 23 en 27 van de wet ‘betreffende de politie over het wegverkeer’, gecoördineerd op 16 maart 1968.¹

¹ Met opgave van de nog geldende wijzigingen ervan.

Het gaat immers om de wetsbepalingen die rechtsgrond opleveren voor de verschillende verordeningsbepalingen waaraan het voorliggende ontwerp van ministerieel besluit uitvoering geeft.

2. In het eerste lid, dat het tweede lid wordt, dient bij de bepalingen van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 maart 2018 ‘betreffende de rijopleiding en het rijexamen van categorie van motorvoertuigen B en bepaalde aspecten voor alle categorieën van motorvoertuigen’ die als rechtsgrond van het ontwerp vermeld worden, melding gemaakt te worden van het derde en vierde lid van artikel 2.2.14, en niet van het tweede en derde lid ervan.

Voorts dient daarin niet verwezen te worden naar de artikelen 3.1.1 en 3.2.1 van hetzelfde besluit, die geen enkele subdelegatie van verordeningsbevoegdheden aan de minister tot stand brengen.

3. In het derde lid moet meer specifiek verwezen worden naar artikel 23, § 6, eerste lid, van het koninklijk besluit van 11 mei 2004 ‘betreffende de voorwaarden voor erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen’,² welke bepaling rechtsgrond oplevert voor de artikelen 2.1.4 en 2.1.5 van het voorliggende ontwerp.

DISPOSITIEF

Artikel 2.2.5

In het derde streepje dient verduidelijkt te worden wat het verschil is tussen het erin bedoelde getuigschrift en het getuigschrift dat reeds in het eerste streepje van dezelfde opsomming vermeld wordt.

Artikelen 3.1 en 4.1

1. Gelet op het bepaalde in de artikelen 3.1.1 en 3.2.1 van het besluit van de regering van 29 maart 2018,³ lijken de artikelen 3.1 en 4.1 geen nut te hebben en moeten ze dus vervallen.

² Zie voetnoot 1.

³ Waarin het volgende gesteld wordt:

– Met betrekking tot artikel 3.1.1, § 1, “Het theoretisch examen bedoeld in artikel 23, § 1, 4°, van de wet, wordt afgelegd in de examencentra georganiseerd door de instellingen voor de automobielininspectie erkend overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 23 december 1994 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de in verkeer gebrachte voertuigen.

§ 2. De kandidaten leggen het theoretisch examen af ten overstaan van de examinatoren, bedoeld in het artikel 26 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs;”

– Met betrekking tot artikel 3.2.1, § 1, “Het praktisch examen bedoeld in artikel 23, § 1, 2°, van de wet, wordt afgelegd in de examencentra georganiseerd door de instellingen voor de automobielininspectie erkend overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 23 december 1994 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de in verkeer gebrachte voertuigen.

Zo niet zou de strekking van artikel 3.1 op zijn minst beperkt moeten worden tot enkel de kandidaten voor het rijbewijs geldig voor de categorie van motorvoertuigen B teneinde binnen de werkingssfeer te blijven van artikel 25, § 2, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 ‘betreffende het rijbewijs’, zoals die voortvloeit uit paragraaf 3 van hetzelfde artikel.

2. Door het weglaten van de artikelen 3.1 en 4.1 moet in de aanhef de verwijzing naar artikel 25, § 2, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 geschrapt worden.

Artikel 5.1

Bij deze bepaling wordt de bezoldiging vastgesteld voor de leden van de Beroepscommissie die uitspraak moet doen over de beroepen in verband met het niet-slagen voor het praktische examen voor het rijbewijs.

Voor deze bepaling kan evenwel geen rechtsgrond gevonden worden in artikel 4.4.1 van het besluit van de regering van 29 maart 2018, welk artikel de minister er slechts toe machtigt het bedrag vast te stellen van “de vergoeding” die de leden van de beroepscommissie ontvangen. Die vergoeding beperkt zich per definitie tot de terugbetaling van de gemaakte kosten.

Artikel 5.1 moet in het licht van die opmerking herzien worden.

Bijlagen

De presentatie van de bijlagen moet geformaliseerd worden door ze, overeenkomstig de beginselen van de wetgevingstechniek, te voorzien van een opschrift en een ondertekening formule.⁴

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET

§ 2. De kandidaten leggen het praktisch examen af ten overstaan van examinatoren, bedoeld in het artikel 26 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs.”

⁴ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 172.